

Ford Aquitaine Industrie : Bercy veut des pistes d'avenir dès le 9 mars

A LA UNE / SUD OUEST ÉCO / INDUSTRIE / Publié le 23/02/2017 à 12h04 par Pascal Rabillier.



▲ Des études sont actuellement menées pour étudier la faisabilité d'une poursuite de la production, en Gironde, de la boîte de vitesses 6F35 ©ARCHIVES GUILLAUME BONNAUD

La direction de Ford Europe était convoquée hier 22 février par le secrétaire d'État chargé de l'industrie soucieux d'en savoir plus sur la situation du site de Blanquefort. Bercy attend du constructeur qu'il livre des infos sur l'avenir du site, et ce dès le prochain comité de suivi le 9 mars à Bordeaux

Hier, à Bercy, à l'heure (14h) où le Secrétaire d'État chargé de l'industrie Christophe Sirugue convoquait Steven Armstrong, responsable des opérations de Ford Europe, pour aborder la situation de Ford Aquitaine Industrie, une quarantaine des 930 salariés du site girondin avaient fait le déplacement pour témoigner de leur inquiétude sur le sujet.

Une délégation de salariés plutôt maigre mais qui a eu droit à une bonne surprise. "C'est vrai que nous nous étions moins nombreux que prévu à Paris où nous espérions emmener une centaine de salariés" glissait Philippe Poutou, salarié de FAI et candidat NPA à la présidentielle. " mais nous avons eu la bonne surprise de voir trois salariés reçus par le cabinet de Christophe Sirugue. Nous avons, de fait, le sentiment d'être écoutés par un cabinet qui a dit vouloir, en nous recevant, une version différente de celle de la direction concernant la situation de Ford Aquitaine Industries" ajoutait en fin d'après midi Philippe Poutou.

Ford Europe ne confirme pas le programme de production

Entendus sans doute, car leur crainte de voir le site industriel disparaître au-delà de mai 2018 échéance après laquelle Ford ne s'est pas engagé à maintenir l'activité du site semblent partagées par le Ministère de l'Economie et des Finances. Des craintes légitimes puisque l'objectif (et non l'engagement comme le précise régulièrement Ford France qui rappelle que les aides publiques sont proratisées à l'érosion des effectifs) du maintien de 1 000 emplois sur le site girondin n'a pas été atteint. **Actuellement le site compte 930 salariés. Il en comptait 1600 en 2009.**

Hier soir, à l'issue de cette convocation de Ford Europe, et la réception par son cabinet des représentants des salariés, le Secrétaire d'État chargé de l'industrie a rappelé par un

communiqué de presse qu'il "portait une attention particulière à la visibilité donnée à l'activité et aux emplois du site, et a relayé les inquiétudes des salariés de FAI sur le devenir des quatre produits de l'usine".

Christophe Sirugue a rappelé que Ford n'avait pas, à ce stade, confirmé son programme de production au-delà de la génération actuelle des produits.

Et cela, même si Steven Armstrong a assuré à Bercy qu'il respecterait le contrat-cadre qui lie son groupe à l'État et aux collectivités territoriales et qui porte sur le maintien de l'emploi. Ford Europe a également précisé que **des études sont actuellement menées pour étudier la faisabilité d'une poursuite de la production, en Gironde, de la boîte de vitesses 6F35 parallèlement à la mise en place et à la production de sa remplaçante, le 6F15.**

L'État attend de Ford de l'info sur l'avenir de FAI

Le Secrétaire d'État a proposé que l'État et Ford travaillent de concert sur des piste de diversifications et notamment sur la mobilité électrique, le tout en lien avec le Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine.

Ford aurait répondu favorablement à cette demande en confirmant sa disponibilité pour une discussion ouverte dès le comité de suivi qui sera organisé le 9 mars 2017 à Bordeaux.

Hier, en fin d'après midi, Philippe Poutou soulignait de son côté que cette journée 9 mars ferait l'objet d'un appel à la grève afin de permettre aux salariés d'être présents et de rappeler : " Le site de Blanquefort est compétitif et il peut accompagner les projets innovants de Ford."

Dans le même temps, le ministre rappelait à Ford toute l'importance qu'il accordait à la mise en place d'un dialogue transparent entre la direction de Ford et les organisations syndicales, ainsi que la nécessité que des premiers éléments d'information nouveaux sur l'avenir de l'usine puissent être apportés dès ce prochain comité de suivi.